

II. Les nouveaux équilibres politiques

Comment se modifient les grands équilibres politiques mondiaux des années 1970 à 1991 ?

a) La démocratisation de l'Europe du Sud et l'élargissement de la CEE

1. La chute des régimes autoritaires en Europe du Sud

Au Portugal, la démocratisation commence par un coup d'État organisé le 25 avril 1974 : la révolution des Œillets. Des militaires menés par le général Spínola s'opposent à la dictature instaurée en 1933 et aux guerres de décolonisation menées en Afrique depuis les années 1960. Le régime s'effondre sans réelle opposition et laisse place à une période de transition qui dure jusqu'à l'adoption en 1976 d'une Constitution démocratique.

En Grèce, les étudiants manifestent à partir de novembre 1973 contre la « dictature des colonels » mise en place en 1967. Malgré la répression, la révolte populaire prend de l'ampleur. La tentative des colonels d'installer une dictature à Chypre (juillet 1974) les prive de leur soutien étatsunien et précipite leur chute : le 24 juillet 1974, la démocratie est restaurée avec à sa tête l'ex-Premier ministre Constantin Caramanlis revenu d'exil.

En Espagne, la mort du dictateur Francisco Franco en 1975 permet à son successeur désigné, le roi Juan Carlos, et à son Premier ministre Adolfo Suárez de démocratiser le régime : en 1978, la nouvelle Constitution est adoptée. Devenue monarchie parlementaire, la démocratie espagnole résiste aux actions terroristes des mouvements indépendantistes basques et catalans et, le 23 février 1981, à une tentative de putsch de militaires nostalgiques de la dictature franquiste.

2. Les élargissements de la Communauté économique européenne (CEE)

Devenus des démocraties, ces pays d'Europe du Sud aspirent à entrer dans la CEE. Mais leur niveau économique est un facteur de blocage pour la Commission européenne.

Finalement, la Grèce (1981), l'Espagne et le Portugal (1986) entrent dans la CEE au terme d'une longue négociation qui révèle les inquiétudes persistantes quant au retard économique de ces jeunes démocraties.

b) La révolution islamique en Iran et le rejet de l'Occident

1. La révolution islamique

Au pouvoir depuis 1953, le chah d'Iran est à la tête d'un régime monarchique autoritaire soutenu par les États-Unis. Tandis qu'une violente police politique (la Savak) fait taire toute opposition, le souverain iranien entend moderniser et occidentaliser le pays. Mais ses réformes heurtent le clergé chiite et une grande partie de la population iranienne attachée à ses traditions. L'ayatollah Rouhollah Khomeini, l'un des chefs de l'opposition, est contraint à l'exil dès 1964 mais, depuis l'étranger, il pousse les Iraniens à la révolution.

VOCABULAIRE

Démocratisation : processus caractérisé par le passage progressif d'un régime non-démocratique à la démocratie.

Islamisme : mouvement cherchant à construire un système politique encadrant totalement l'État et la société en s'appuyant sur une lecture radicale de l'islam.

CEI : communauté des États indépendants fondée par neuf anciennes républiques de l'URSS en 1991.

Glasnost : politique de transparence prônant la liberté d'expression, mise en place par Gorbatchev en 1986.

Perestroïka : politique de restructuration économique, lancée par Gorbatchev en 1985.

Chiisme : courant majoritaire de l'islam en Iran.

Révolution des Œillets : nom donné aux événements d'avril 1974 qui ont mis fin à la dictature au Portugal.

Solidarnosc (en français, Solidarité) : fédération de syndicats libres polonais fondée en 1980 par Lech Walesa, soutenue notamment par l'Église catholique et défendant à la fois les intérêts professionnels de ses membres et la transition démocratique du pays.

La contestation s'amplifie à partir de 1978 alors que le pays traverse une grave crise économique. Les manifestations se multiplient et réunissent les catégories urbaines laïques et populaires ainsi que les étudiants, sensibles aux discours de Khomeini. En janvier 1979, le chah quitte l'Iran, laissant son Premier ministre tenter de ramener le calme dans le pays. De retour à Téhéran le 1er février 1979, Khomeini conteste la légitimité du gouvernement, critique ses liens avec les États-Unis et appelle à mettre en place une révolution islamique. Le 11 février 1979, le régime s'effondre et l'islamisme s'impose à Téhéran. Le chiisme est au pouvoir.

2. Le rejet de l'Occident

La République islamique d'Iran est proclamée par referendum le 1er avril 1979. En décembre, la Constitution confère à l'autorité religieuse la primauté sur le pouvoir politique. Le « guide suprême de la Révolution », titre porté par Khomeini entre 1979 et 1989, est le premier personnage de l'État devant le président de la République.

Les Pasdarans (gardiens de la Révolution) prennent en otage, entre novembre 1979 et janvier 1981, le personnel de l'ambassade américaine à Téhéran pour obtenir l'extradition du chah alors réfugié aux États-Unis. Les livraisons d'armes effectuées par les États-Unis à l'Irak durant la guerre Iran-Irak (1980-1988) confortent l'antiaméricanisme en Iran.

c) L'effondrement du communisme et de l'URSS

1. Les réformes de Gorbatchev

À son arrivée au pouvoir à la tête de l'URSS en 1985, Mikhaïl Gorbatchev veut redonner du dynamisme à un système politique, économique et social en crise. En lançant la Perestroïka (« restructuration », 1985) et la Glasnost (« transparence », 1986), il souhaite libéraliser en partie l'économie, diminuer le rôle dirigeant du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), favoriser la liberté d'expression. Peu à peu, des critiques s'affirment contre les régimes communistes, soutenues notamment par le pape polonais Jean-Paul II et par une grande partie de la population.

2. L'effondrement des démocraties populaires en Europe de l'Est

Entre 1989 et 1991, encouragées par les réformes de Gorbatchev, toutes les démocraties populaires rompent avec le communisme de manière plus ou moins violente.

En Pologne, le gouvernement est contraint d'accepter la tenue d'élections libres en juin 1989. Vainqueur à une écrasante majorité, Solidarnosc fondé par Lech Walesa fait son entrée au gouvernement. En Hongrie, la fin du totalitarisme est initiée par l'aile libérale du parti communiste qui entend suivre l'exemple de Gorbatchev.

Profitant de l'ouverture des frontières en mai 1989 entre l'Autriche et la Hongrie, des milliers d'Allemands de l'Est fuient vers l'Ouest. Incapable de stopper seul cette hémorragie et ne pouvant compter sur l'aide soviétique, le gouvernement est-allemand ouvre les postes frontières entre Berlin-Est et Berlin-Ouest le 9 novembre 1989 : le mur de Berlin s'effondre. Un an plus tard, l'Allemagne est réunifiée (3 octobre 1990).

3. L'implosion de l'URSS

En URSS, la politique de Gorbatchev fait naître des revendications nationalistes. Dès 1990, les républiques baltes proclament leur indépendance, bientôt suivies par toutes les républiques de l'URSS. La Russie elle-même, en juin 1991, élit un président de la République au suffrage universel : Boris Eltsine. Pensant encore pouvoir sauver l'Union soviétique, Gorbatchev annonce le passage de l'URSS à l'économie de marché.

La paix avec les États-Unis est signée le 3 décembre 1991 : c'est la fin de la guerre froide. La naissance de la Communauté des États indépendants (CEI) le 21 décembre fait de l'URSS une coquille vide. Gorbatchev démissionne de son poste le 25 décembre 1991 : l'Union soviétique cesse d'exister.

La Chine, qui a libéralisé une partie de son économie tout en ne tolérant aucune contestation politique (répression place Tian'anmen en juin 1989) reste une dictature et la seule grande puissance communiste dans le monde.